

c'est M. Sanborn qui est en faute, ou si c'est l'agent de l'honorable ministre, mais je dis ceci, que l'attention du percepteur à Port Huron, a été attirée sur cette question, et il a, le plus formellement possible, sous sa propre signature, nié la vérité de l'assertion faite par l'honorable ministre de l'Agriculture sur la foi de son subordonné. Examinons cette question, tâchons de nous assurer quelles sont les causes de cet exode terrible du Canada, et s'il semble, comme je le crois, que cet exode est dû en grande partie aux taxes énormes qui pèsent sur certaines parties du pays, alors je dis, après leur propre témoignage, par leurs propres paroles, ces honorables messieurs sont convaincus d'avoir obtenu le pouvoir à l'aide de faux prétextes, d'avoir complètement failli à tous et à chacun des engagements qu'ils ont pris. Ils nous ont dit que leur désir le plus vif, était de voir le Canada pour les Canadiens, et que leurs cœurs se fondaient à cause de la diminution de la population, et pendant la première année, cù leur tarif a été en opération, ainsi que mon honorable ami l'a dit, l'émigration a été cinq fois plus considérable qu'elle l'était pendant la dernière année où le député de Lambton conduisait les affaires du pays.

Je n'ai pas l'intention de prolonger la discussion sur l'adresse, mais je dirai que si l'honorable premier ministre avait eu l'intention de provoquer la discussion sur le tarif il n'aurait pu faire mieux que d'y faire allusion comme il l'a fait dans le discours du trône. "Que nous apprendrons avec plaisir que le tarif actuel a non-seulement favorisé les manufactures et autres productions du pays...." Que veut dire ce paragraphe ? Que j'aimerais maintenant à voir le premier ministre expliquer comment il développe les autres productions que celles des manufactures à l'aide d'un tarif. Comment il développe le blé, le bœuf, le bois de construction. L'honorable monsieur s'arroge le mérite d'un bienfait spécial de la Providence. Je crois qu'il lui sera difficile de démontrer que le tarif qu'il a imaginé dans le but spécial de faire manufacturer certains genres de produits en ce pays, peut avoir quelque effet particulier sur la production de ces articles de première nécessité, dont l'augmentation de production a causé cette prospérité. Maintenant, je suis sous l'impression que l'amélioration qui a eu lieu est assez évidente, et qu'elle est due à des causes complètement en dehors du contrôle de ces messieurs. Ce n'est pas grâce aux honorables ministres s'il y a eu un renouvellement d'activité dans le commerce aux Etats-Unis, ce qui nous a mis à même de vendre aux Américains une plus grande quantité de bois de construction que par le passé ; ce n'est pas grâce à leur politique, s'il y a eu deux bonnes récoltes de ce côté-ci de l'Atlantique et deux récoltes mauvaises ou médiocres de l'autre côté. Je ne crois pas que le premier ministre affirmerait que la politique nationale peut avoir affecté la végétation des céréales, ni la possibilité pour nous de vendre du bois de construction dans les autres pays. On ne nous dit pas que le tarif a eu pour effet d'augmenter considérablement le revenu fédéral en développant les manufactures. Je désire attirer l'attention de la Chambre sur le fait que toute la politique de ces honorables messieurs a eu pour but d'arrêter l'importation des produits passibles de droits. Ils ont allégué que l'importation énorme des effets passibles de droits était un grand mal, que nous importions beaucoup trop. Ils devaient implanter ici des manufactures dont les produits devaient remplacer une grande partie des produits qu'on importait auparavant. Maintenant, autant les honorables messieurs ont réussi dans leur programme en faisant fabriquer par nos propres manufacturiers les marchandises que nous importions auparavant, autant ils doivent *ex necessitate* avoir failli dans la tâche d'aider le revenu. Vous pouvez fournir de l'emploi à 10,000 personnes produisant des marchandises valant un million et quart, que vous importiez auparavant et sur lesquelles vous préleviez autrefois des droits, mais vous ne pouvez en même temps stimuler la fabrication de ces produits et augmenter le re-

Sir R. J. CARTWRIGHT

venu perçu sur le même genre de marchandises importées. Je crois qu'il sera mieux, ainsi que le premier ministre l'a affirmé, de remettre à plus tard de discuter comment les manufactures du pays ont été développées par le tarif, jusqu'à ce que nous ayons entre les mains les tableaux du commerce et de la navigation. Autant que je puis le voir, le tarif a eu pour effet de décourager considérablement plusieurs de nos principaux manufacturiers, tandis que certains autres ont bénéficié grâce à sa mise en vigueur. Vous n'avez pas ajouté un seul sou à la richesse du pays, mais vous avez arraché de la poche d'une foule considérable de consommateurs des sommes assez rondes, et au lieu de les verser dans le trésor, vous les avez fait tomber dans le portefeuille de quelques favoris. Et, comme l'a très bien dit l'honorable député de Lambton, cela est cause que vous avez découragé ces industries premières auxquelles le pays offre des avantages sérieux et qui étaient autrefois florissantes, et c'est en grande partie à cela cause que nous devons attribuer l'exode que nous déplorons.

M. MILLS. Je désire faire une observation au sujet d'une assertion du très honorable monsieur quant au caractère anti-britannique de la proposition du chef de l'opposition, demandant à faire connaître au pays le contenu du projet qui doit être soumis relativement au chemin de fer Pacifique. L'attitude prise par le très honorable monsieur me semble très extraordinaire. Il prétend que la proposition de mon honorable ami allant à dire que le gouvernement aurait dû faire connaître le contrat passé avec le syndicat, est incompatible avec notre système de gouvernement. Eh bien ! ce n'est pas l'opinion générale des hommes d'Etat de l'autre côté de l'Atlantique, et ce n'était pas non plus l'opinion de l'honorable monsieur lui-même lorsqu'il a fait connaître les conditions du traité de Washington quelques mois avant la réunion du Parlement. Il trouvera, s'il veut s'en enquérir, que lord Beaconsfield a fait connaître au peuple d'Angleterre le fait de l'achat des actions du canal de Suez et aussi, qu'à son retour d'Allemagne, lord Beaconsfield, quoique le parlement ne fut pas alors en session, n'hésita pas à annoncer en termes généraux ce qui avait été fait à la conférence de Berlin. De plus, l'attitude prise par le très honorable monsieur, est tout à fait inconséquente après son acceptation du pouvoir en 1878. Il croyait à cette époque, que l'honorable député de Lambton et ses collègues gardaient le pouvoir plus longtemps qu'ils n'auraient dû le faire après les élections, mais l'opinion actuelle de l'honorable monsieur est saine, le gouvernement aurait dû rester au pouvoir jusqu'à ce qu'un vote hostile eût été donné par cette Chambre. La position prise par le gouvernement anglais en 1868, lorsque M. Disraeli quitta le pouvoir, était que l'opinion exprimée par le pays constituait une preuve suffisante que le gouvernement ne jouissait pas de la confiance du Parlement. Et pourquoi ? Parce qu'il était supposé qu'en appelant au peuple sur un programme particulier, adopté par le gouvernement, les votes du peuple fournissaient une indication suffisante au gouvernement sur la question de savoir s'il jouissait ou non de la confiance du pays. Je sais qu'il y a quelques années lord Brougham et quelques autres ont exprimé des opinions quelque peu semblables à celles qui ont été émises par le premier ministre, ce soir. Mais quels étaient les faits sur lesquels ces opinions étaient fondées ? A cette époque il y avait un grand nombre de bourgs fermés qui envoyaient des députés au parlement. Quelques députés n'avaient pas une vingtaine de commettants, quoiqu'ils fussent les représentants de villes populeuses. Lord Brougham, dans sa "Political Philosophy" exprime l'idée que les opinions de ces collèges électoraux, en tenant compte de la petitesse de leur nombre et du fait qu'une partie considérable de la population, était exclu du droit de franchise, ne devait pas être considérée comme l'opinion du peuple. Et pourquoi ? Parce que ces électeurs n'étaient reconnus que comme les délé-